Patrick Martin sur LCI : "Dans un monde qui avance, quand on est à l'arrêt, on recule.".

Publié le 18 décembre 2024

Au micro de Darius Rochebin sur LCI le 17 décembre, Patrick Martin est revenu sur le risque pour notre économie de l'instabilité politique actuelle et a une fois de plus appelé, au nom de tous les entrepreneurs, les politiques à être plus responsables.

Sur les risques d'inquiétude

"*Quand on voit que l'investissement – c'est l'indicateur le plus préoccupant pour moi – est à ce jour en baisse de 3 %, alors qu'il faudra accélérer sur la digitalisation, sur le verdissement, etc. cela est très préoccupant. On a besoin de visibilité, de stabilité et de sérénité.(...) Je connais la définition technique de la récession ; deux trimestres d'affilée de baisse de la production. Mais à l'instant où je vous parle, je suis malheureusement affirmatif en espérant me tromper, je pense que nous sommes en récession. Il n'y a plus un moteur de la croissance qui est allumé.*"

Une situation réversible

Cependant, pense Patrick Martin, "*cela peut redémarrer assez vite en recréant de l'emploi, en recréant de la croissance. Et soit dit en passant, cela réglerait pas mal de problèmes sociaux et de pouvoir d'achat. L'épargne des Français est à un niveau historique. Il faut recréer de la confiance pour les ménages. Il faut que cet argent, pour partie, revienne dans la consommation qui est à l'arrêt, et vers l'investissement, dont l'investissement immobilier. De plus, la baisse des taux de la BCE envoie une bouffée d'oxygène.*"

Sur le dialogue avec les politiques

Pour le président du Medef, "*les lignes sont très brouillées. On a individuellement... et tant mieux, un certain nombre d'interlocuteurs politiques qui restent sur l'axe de la politique dite de l'offre. A contrario, on a un certain nombre de relais historiques qui prennent actuellement des positions qu'on ne comprend pas. (...) Un exemple, les retraites. Dans la situation des finances publiques, il faudra que les uns et les autres fassent des efforts. J'observe qu'un certain nombre de formations ou de décideurs politiques veulent absolument protéger les retraités. Or si on ne demande pas d'efforts aux retraités, immanquablement, ça se retournera vers les entreprises et donc vers les salariés qui financent les retraites. (..) Revoir la réforme des retraites serait un message terrible pour les marchés. (...) J'espère que le nouveau gouvernement prendra pleinement conscience de la fragilité de la situation économique et de la nécessité de soutenir la croissance pour générer, y compris des rentrées fiscales et sociales, Et pour préserver l'emploi et le développer autant que possible.*"

Sur la dette publique

"*On atteint des seuils de déficit et de dettes publiques qui deviennent insupportables*, affirme Patrick Martin. *Et en regard, on a une efficience du pays, y compris en termes de croissance, qui ne permet pas d'imaginer résorber ces déficits et cette dette à court terme. Mais il ne faut pas apporter de mauvaises solutions à ce vrai problème. Il faut générer de la croissance et il faut, une fois pour toutes, s'attaquer au niveau et au mode de financement des dépenses publiques. Je rappelle que les entreprises françaises, tous les chiffres en attestent, sont les plus taxées de l'OCDE.*"

Sur l'exemple des autres pays européens

"*Dans la situation française, il y a une part de composantes européennes*, rappelle Patrick Martin. *J'entretiens des rapports très nourris avec mes homologues des autres pays européens. Je vois ce qui se passe en Espagne, je vois ce qui se passe au Portugal, pays qui étaient en grande difficulté il y a quelques années, ils se portent très bien maintenant en ayant réduit leurs dépenses publiques. La Pologne est à plus de 3 % de croissance... La France ne peut pas se mettre à l'arrêt. Parce que dans un monde qui avance, quand on est à l'arrêt, on recule. (..) L'Europe ne doit pas être la passoire du commerce international, le déversoir des surproductions chinoises.*"

Sur l'immigration

"*Pour toutes sortes de raisons, humaines d'abord, mais ensuite d'équité concurrentielle, nous sommes violemment contre le travail illégal.Mais oui, on aura besoin de main d'oeuvre immigrée, sauf si on refond complètement notre mode de protection sociale. On a une population active qui va baisser dans les 10, 15 ans qui viennent. Mais il faut que cela soit débattu rationnellement, le plus sereinement possible. C'est une décision démocratique.*"